

Conjoncture **De l'aide pour les MRE de Libye**

Leurs transferts ont baissé. Beaucoup y ont laissé leur épargne.

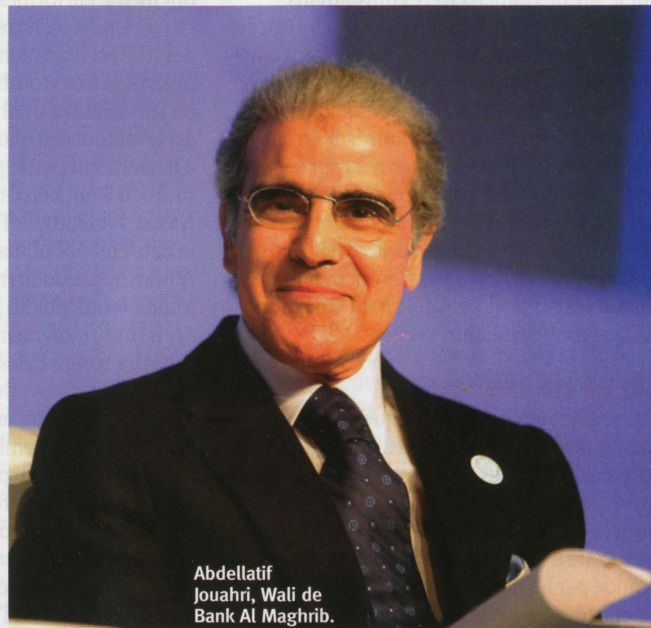
Le Maroc cherche des solutions. PAR SALOUA MANSOURI

L'actualité du monde arabe s'est invitée dans le premier Conseil de l'année de la Banque Centrale. Le 29 mars dernier, l'un des sujets abordés, a été forcément l'impact des soulèvements dans certains pays arabes et plus particulièrement en Libye. Les Marocains Résidents à l'Etranger (MRE) y sont beaucoup plus nombreux qu'en Egypte ou en Tunisie. Les répercussions pourraient, par exemple, se ressentir au niveau des réserves en devises étant donné que les transferts sont touchés. Abdellatif Jouahri, Wali de la Banque Centrale, a, dès le départ, planté le décor. Les autorités monétaires ont bel et bien constaté une régression dans le rapatriement des devises qui corrobore avec l'entrée des travailleurs. Le bilan est donc palpable et pourrait s'alourdir. Il est vrai que le Maroc ne dispose pas pour l'instant d'avoirs libyens, mais le problème qui risque de se poser, selon Jouahri, concerne l'épargne (qui peut être constituée d'actions...) restée à l'intérieur de la Libye. « Nous devons attendre l'évolution politique de la situation, connaître les interlocuteurs, pour

voir de quelle manière nous pouvons aider ces travailleurs ».

L'une des aides est que l'Etat mette la main à la poche pour « rembourser » partiellement ces MRE. Si cela arrive, cela voudra dire que le gouvernement devra trouver de l'argent, en plus de celui qui servira à financer l'enveloppe supplémentaire de 15 milliards de DH allouée à la Caisse de Compensation, à la création d'environ 5.000 nouveaux postes budgétaires...

Ce qui signifie que le déficit budgétaire se creuse davantage, beaucoup plus que les 4% prévus cette année. « Il faut rester vigilant par rapport à tout risque de dérapage », indique le Wali, « il faut aller



Abdellatif Jouahri, Wali de Bank Al Maghrib.

vers une soutenabilité du déficit qui doit être démarqué par des limites acceptables ». En fonction de la conjoncture, cela signifierait un niveau de 3 à 4% du PIB (en fonction de la conjoncture). Ce qui

se passe actuellement n'a par ailleurs pas eu d'effet entraînant un manque de confiance. Et Jouahri en veut pour preuve la non accélération de la création de la monnaie fiduciaire, le non retrait de dépôts des banques... Plus encore, le Wali de la Banque Centrale se targue du maintien de la notation de Standard & Poors, même à moyen terme. Dans la conjoncture actuelle, c'est une prouesse, ressasse-t-il. C'est que cette agence de notation, par le passé, n'a pas toujours été très tendre avec le Maroc.

Moins de crédits, plus de liquidité

Globalement donc, le Wali s'estime satisfait des performances marocaines. Au niveau des liquidités bancaires, elles devraient « s'améliorer » pour diverses raisons. D'abord, parce qu'une partie des comptes sur carnets, évalués à 78 milliards de DH, que les banques doivent geler, a été exclue de la réserve monétaire. Dès lors où cette mesure est appliquée, les banques « gagnent » environ 4,8 milliards de DH. Ensuite, parce que la croissance annuelle des crédits bancaires décélère. La moyenne de l'année écoulée s'est

Ce qu'il a dit sur...

→ CASABLANCA FINANCE CITY

Le projet est bien lancé. L'offre immobilière est en cours de finalisation pour les futurs clients. Une convention est à passer avec l'agence d'exécution de CFC. Les chiffres sont en train d'être bouclés.

→ LE RÉGIME DES CHANGES

La Banque Centrale est en train de finaliser ce dossier pour le transmettre au ministère des Finances qui devra l'étudier à son tour.

→ LA GRATUITÉ DES SERVICES BANCAIRES

Bank Al Maghrib attendra de recueillir les données auprès des banques pour évaluer l'impact de cette mesure.

→ LES PRODUITS ALTERNATIFS

L'encours global s'établit à 900 millions de dirhams (produits Ijara et Mourabaha). A la même époque de la même année, il avoisinait les 600 millions. «Nous sommes en train d'étudier l'élargissement de la palette des produits».

établie à 10,9% contre 5,5% au mois de janvier 2011. C'est une bonne et mauvaise nouvelle à la fois. Cela permet, certes, aux banques de relativement mieux

« respirer », mais cette baisse indique alors que l'activité économique ralentit. Faut-il s'en inquiéter ? Le Wali de Bank Al Maghrib préfère temporiser. Les derniers chiffres du mois de février font état plutôt d'une progression de 6,8%. Mais quoiqu'il en soit, « nous allons avoir des réunions avec les banques pour affiner et mieux connaître les évolutions des crédits octroyés par catégories de clientèle : grandes entreprises, PME... », lance-t-il. En revanche, des éléments plus précis sont écartés d'un recul des crédits octroyés aux promoteurs immobiliers (mais pas ceux dédiés aux logements). Certaines banques sont allées un peu loin en révisant les critères de financement de certains de ces opérateurs. Toutefois, les crédits de trésorerie reprennent et les crédits à l'équipement enregistrent toujours une croissance à deux chiffres. Au vu donc de son analyse de la situation économique, monétaire et financière, le Conseil de la Banque Centrale reste convaincu que la croissance s'établirait cette année entre 4% et 5%, avec une hausse de la valeur ajoutée des activités non agricoles devant dépasser 4% au premier trimestre. ■